

L'IDA EN ACTION

La République démocratique populaire lao : une dynamique qui ne ralentit pas

Malgré les énormes défis qu'elle doit affronter, la République démocratique populaire lao s'est engagée sur la voie d'un développement durable et devrait tirer parti des opportunités offertes par les réformes réalisées jusqu'ici. Ce petit pays sans littoral, d'une population inférieure à 6 millions d'habitants, doit lutter contre la pauvreté, remédier aux injustices sociales et renforcer les capacités pour pouvoir gérer la richesse de ses ressources naturelles.

L'économie du Laos croît à un taux de 6,5 % par an depuis 2001 grâce à la mise en œuvre de réformes structurelles dans les domaines du commerce, du développement du secteur privé et de la gestion des finances publiques. La croissance a atteint un taux de 7 % en 2005 et devrait s'élever à 7,3 % environ en 2006.

Indicateurs économiques	1992/93	2004/05
RNB par habitant (méthode Atlas, en USD)	290	460
Inflation (IPC, taux annuel moyen, %)	6,3	7,2
Dette extérieure (% du RNB)	148,8	111,1
Incidence de la pauvreté (% au-dessous du seuil de pauvreté national)	46,0	28,7
Taux de scolarisation en primaire (% du groupe d'âge)	58 (1991)	84
Taux de mortalité infantile pour les moins de cinq ans (pour 1 000 enfants)	163 (1990)	98
Population (millions)	4,4	5,6
Taux de croissance de la population (% par an)	2,5	2,0

Source: Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*.

L'Association internationale de développement (IDA), le guichet de la Banque mondiale qui aide les pays les plus pauvres de la planète, soutient la stratégie nationale de réduction de la pauvreté, adoptant une approche innovante pour la préparation du projet avec la mise en chantier du barrage hydroélectrique Nam Theun 2 doté d'un budget de 1,45 milliard de dollars. Ce projet a servi de catalyseur, induisant une transformation économique et influençant les grands bailleurs de fonds à soutenir les interventions en faveur du développement global du pays.



RÉALISATIONS AU NIVEAU NATIONAL

Une transformation économique axée sur le marché.

La République démocratique populaire lao possède d'abondantes ressources naturelles qui permettent une exploitation minière, hydroélectrique et forestière. Elle est entourée d'États puissants, en plein centre de la région dynamique du Mékong. En 1990, ce petit pays enclavé, avec sa population dispersée, a entamé un processus de transition pour passer d'une économie planifiée à une économie de marché ; ses perspectives de développement économique rapide et durable étaient alors incertaines. L'effondrement de l'Union soviétique lui a fait perdre les deux tiers de l'aide extérieure dont elle bénéficiait chaque année. L'IDA et d'autres donateurs sont alors intervenus pour financer la phase de transition du pays.

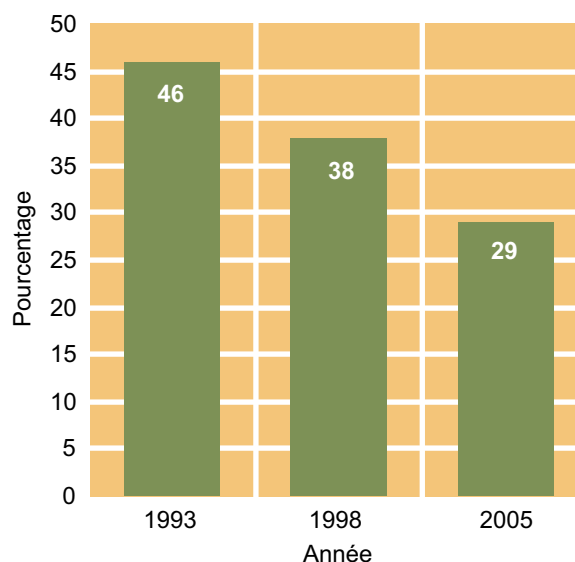
Le Laos a subi le contrecoup de la crise asiatique de 1997, mais son économie a renoué avec la stabilité. Ce rétablissement est dû en grande partie au dynamisme des exportations de vêtements et de produits horticoles non traditionnels par le secteur privé, et aussi de bois d'œuvre. La dette extérieure, qui est toujours préoccupante, est passée de 83 % du PIB en 2004 à 77 % en 2005. L'ouverture aux investissements étrangers et au commerce extérieur, une plus grande liberté des prix sur le marché national, la création d'exploitations agricoles familiales, la vente d'unités de production et de commercialisation appartenant

à l'État et l'adoption d'un seul taux de change ont créé la plate-forme nécessaire à l'expansion économique.

Des progrès sensibles ont été réalisés dans la lutte contre la pauvreté, mais avec des résultats inégaux.

Le nombre de foyers pauvres est passé de 46 % au total en 1992-1993 à environ 29 % (soit 137 500 foyers) en 2004-2005. Mais les résultats dépendent en grande partie de la situation géographique. La moitié de tous les pauvres est concentrée dans le nord du pays et, dans certaines provinces septentrionales, presque

Déclin de la pauvreté



Source : Indicateurs du développement dans le monde.

trois-quarts des habitants sont totalement démunis. La pauvreté touche particulièrement les groupes ethniques.

Également préoccupant est le fait que certains indicateurs des objectifs de développement pour le Millénaire (ODM) pour le Laos sont parmi les plus bas en Asie de l'Est et dans la région du Pacifique. Par exemple, l'espérance de vie est de 55 ans alors que la moyenne régionale est de 70 ans ; le taux de scolarisation net dans le primaire est de 84 % au lieu de 99 % pour la région ; et la mortalité infantile, au taux de 98 pour 1 000, représente plus du double de la moyenne régionale de 37 pour 1 000.

La République démocratique populaire lao a su maintenir un cadre macroéconomique stable, mais le revenu national (environ 400 millions de dollars, soit moins de 12 % du PIB) est encore insuffisant pour atteindre les ODM. Le pays devra afficher des taux de croissance de 7 % par an et rester à ce niveau jusqu'en 2020, s'il veut éliminer la pauvreté et ses problèmes sociaux.

Le gouvernement a défini une stratégie efficace de réduction de la pauvreté dans son Plan national de développement socio-économique (NSED), soigneusement articulé pour les années 2006 à 2010. Il envisage des changements de politique très nets, notamment des réformes des finances publiques, de l'environnement, du climat de l'investissement, de la gouvernance et de la gestion des affaires sociales. La capacité de mise en œuvre de ces réformes est sans doute le plus grand frein à l'obtention rapide de résultats.

Un nouveau partenariat avec la communauté internationale.

La collaboration du gouvernement avec la communauté internationale est beaucoup plus forte que les années précédentes. Depuis 2001, la participation de l'IDA au projet hydroélectrique Nam Theun 2 (NT2) de 1 070 mégawatts, d'un coût de 1,45 milliard de dollars, a servi de catalyseur à ce changement, vu le potentiel de transformation que revêt ce barrage. Le projet NT2, dans lequel le gouvernement détient une participation de 25 %,

devrait générer des recettes qui seront affectées à la réduction de la pauvreté et à la protection de l'environnement.

Nam Theun 2

Le projet hydroélectrique Nam Theun 2 (NT2), approuvé par le Conseil des Administrateurs de la Banque en 2005, permettra au Laos d'exporter de l'électricité en Thaïlande, tout en produisant 75 mégawatts pour la consommation nationale.

Le gouvernement devrait en tirer un revenu annuel de 30 millions de dollars (montant nominal) en moyenne dans les dix premières années, qui grimpera à 110 millions (montant nominal) en 2020–2034. Ce revenu représente une véritable manne financière pour le gouvernement, dont les recettes ont à peine dépassé 400 millions en 2005.

L'IDA a financé un programme de gestion des dépenses publiques et diverses initiatives pour le renforcement des capacités, ce qui devrait permettre au gouvernement d'apprendre à gérer ses revenus et à réaliser des projets une fois que le barrage NT2 sera opérationnel en 2010.

Avec l'octroi d'un don pour atténuer l'impact social et environnemental et une garantie partielle de risque de l'IDA (ainsi qu'une garantie de l'Agence multilatérale de garantie des investissements), la Banque mondiale veillera à ce que le projet soit réalisé de manière judicieuse sur le plan social et environnemental et à ce que les revenus qu'il engendrera serviront à financer en priorité les projets de réduction de la pauvreté et de protection de l'environnement.

Dès l'année 2007, plus de la moitié des foyers déplacés étaient déjà installés dans la zone de relogement qui avait été choisie par les villageois eux-mêmes. Les 1 200 foyers restants déménageront vers le milieu 2007. Les villageois relogés bénéficient d'une meilleure infrastructure résidentielle, d'un réseau routier, d'écoles et d'un ensemble global de moyens de subsistance qui leur permettront de gagner leur vie de façon plus durable.

De plus amples informations sur le barrage Nam Theun 2 sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.worldbank.org/laont2>

Les bailleurs de fonds étrangers se sont ralliés au projet NT2 et aux interventions en faveur du développement global du pays. La mobilisation de capitaux supplémentaires pour le Laos bénéficie également d'une conjoncture favorable.

CONTRIBUTIONS DE L'IDA

De 1977 à 2006, L'IDA a octroyé à la République démocratique populaire lao une aide totale de 839 millions de dollars, dont 9 % sous forme de dons. Pendant cette période, l'IDA a constitué la troisième source majeure d'aide publique au développement du pays, derrière le Japon et la Banque asiatique de développement. Ces dix dernières années, le volume moyen de son aide a atteint 37 millions par an, augmentant ainsi les recettes publiques d'environ 10 %.

Le programme de financement comprenait quatre opérations de soutien des règles d'action et une série de crédits destinés au développement rural, à la sylviculture, aux transports, à l'énergie, aux télécommunications, à l'éducation, à la santé et à l'industrie.

S'ajoutant à l'aide complémentaire fournie par d'autres donateurs et des institutions multilatérales, ces capitaux ont aidé le pays à jeter les bases de son réseau d'infrastructures, élargir l'accès à de meilleurs services de santé et d'éducation et faciliter la transition entre une économie planifiée et une économie de marché.

L'IDA et le barrage NT2 — le facteur du changement.

Depuis 2001, l'engagement de l'IDA en faveur du projet NT2 a permis d'établir de meilleures relations entre la République démocratique populaire lao, la Banque mondiale et d'autres partenaires du développement. L'objectif était de mettre le Laos sur la voie d'un développement durable et de mobiliser le soutien international nécessaire aux efforts du gouvernement et au projet lui-même. Dans le cadre des préparations pour le projet NT2, l'IDA a adopté une nouvelle stratégie commerciale

centrée sur un cadre décisionnel et avec des effets plus étendus sur la planification et la mise en œuvre du programme d'aide au Laos.

Par exemple, en avant-première du projet NT2, le gouvernement a été prié de mettre au point une stratégie et un programme de développement définissant concrètement les mesures à prendre pour la réduction de la pauvreté et la protection de l'environnement. Ceci est possible grâce au partenariat solide qui existe entre l'IDA et le gouvernement sur le plan de la réforme macroéconomique, de la lutte contre la pauvreté et de l'instauration d'une croissance durable, et qui s'est traduit par le soutien technique pour le renforcement des capacités nationales.

L'augmentation des capacités nationales signifie que l'IDA et d'autres donateurs peuvent adopter une approche plus sophistiquée à l'égard du développement. En conséquence, ils ont été en mesure de concevoir des stratégies sectorielles plus inclusives, par exemple dans le secteur de l'éducation où intervient l'Agence suédoise de coopération internationale au développement.

L'approbation du projet était également conditionnée par la conception et l'application de politiques de sauvegarde de la Banque mondiale. Le principe de « diligence raisonnable » au niveau du projet a été appliqué dans un cadre évolutif qui encourageait le partenariat et l'engagement avec toutes les parties prenantes et reposait sur la transparence et la divulgation.

Un troisième pilier dans la décision de financer le barrage NT2 était l'obligation faite au gouvernement d'obtenir le soutien général des bailleurs de fonds internationaux et de la société civile pour la stratégie nationale de développement et le projet NT2 lui-même. Cette condition a donné lieu à un nombre sans précédent de consultations ouvertes avec la communauté internationale et les participants locaux. Des groupes de contrôle externe indépendants ont été mis en place et il a fallu déployer de grands efforts pour réunir des fonds publics et privés à l'appui du projet.

La préparation du projet NT2 a amorcé des changements irréversibles en matière de transparence et de participation et a permis au gouvernement d'acquérir une expérience précieuse qu'il pourra mettre à profit dans ses futures négociations.

La qualité de la gouvernance, la gestion des finances publiques et la prestation de services constituent maintenant le cadre de base du dialogue élargi au Laos ; ce cadre aide le gouvernement à s'attaquer aux problèmes profonds qui entravent la croissance et introduit un nouveau niveau de consultations avec la société civile et les partenaires du développement.

Fourniture d'un soutien à facettes multiples.

Le Groupe de la Banque mondiale a employé toute une série d'instruments financiers de l'IDA face aux complexités multisectorielles du projet et pour soutenir la nouvelle approche commerciale.

Trois mécanismes ont assuré le financement direct du projet. Un don de 20 millions de dollars de l'IDA a permis de financer une partie des parts du gouvernement dans le consortium, la Nam Theun Power Company (NTPC), ainsi que la gestion des impacts sur le plan social et environnemental et le système de suivi et d'évaluation indépendant du projet NT2. Une garantie partielle de risque de l'IDA d'un montant de 42 millions de dollars a couvert un prêt commercial syndiqué à la NTPC. L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), une institution du Groupe de la Banque mondiale, a émis des garanties d'un montant d'environ 90 millions de dollars pour un prêt commercial syndiqué et une participation au capital de la NTPC, afin de couvrir les risques politiques en Thaïlande (l'acheteur externe de l'électricité produite par le barrage NT2) et en République démocratique populaire lao.

D'autres projets de l'IDA ont également contribué à : étendre l'électrification des campagnes, offrir des opportunités nouvelles aux communautés vivant à proximité du barrage

NT2 et soutenir les objectifs en matière de politique sociale et environnementale, tels que la gestion des programmes de sauvegarde dans les secteurs de l'énergie hydraulique et autre infrastructure, la conservation de la biodiversité, l'aménagement des bassins fluviaux, la sensibilisation de l'opinion publique dans la vallée du Mékong, les réformes de gestion des finances publiques et le renforcement des capacités, tant au niveau provincial que national.

Comment travailler avec d'autres donateurs et assurer une utilisation efficace des fonds.

L'examen conjoint du portefeuille d'activités avec la Banque asiatique de développement et d'autres donateurs bilatéraux s'est révélé utile et a constitué la base d'une révision des propres pratiques de la Banque. Trois Opérations à l'appui de la réduction de la pauvreté (PRSO), ainsi que des projets individuels de l'IDA et des fonds d'affectation spéciale de nombreux donateurs, ont permis d'harmoniser l'aide fournie par les bailleurs de fonds et de mieux l'aligner sur la politique du gouvernement. Le programme des PRSO privilégie trois domaines de politique générale : la gestion des ressources publiques, la politique suivie pour les dépenses de l'État et la croissance durable. Outre l'accroissement des capacités pour une meilleure gestion des ressources publiques et un renforcement du contrôle des sociétés publiques (entre autres), ces PRSO ont permis la mise en place du cadre législatif nécessaire pour attirer les investissements et ont amorcé la réforme de la structure des revenus, en particulier pour l'exploitation forestière et les douanes.

L'impact de l'IDA en République démocratique populaire lao se fait sentir dans de nombreux secteurs.

Réformes structurelles : La transformation de l'économie planifiée en une économie de marché a enregistré des progrès notables, mais lents. Le climat de l'investissement et le développement du secteur privé se sont améliorés. L'investissement privé, d'un montant insignifiant

au départ, représente aujourd'hui plus de 11 % du PIB, dépassant même l'investissement public. Le programme gouvernemental pluriannuel de renforcement de la gestion des dépenses publiques (PEMSP) a pris un élan considérable. Les nouveaux systèmes de classification du budget, les audits externes des entreprises publiques par un organisme indépendant (par exemple, Lao Airlines) et la restructuration d'autres entreprises (un tiers des 14 entreprises non rentables qui ont été identifiées), ainsi qu'une forte **réduction des arriérés de salaire** aux travailleurs de la santé et aux enseignants sont le fruit des réformes politiques. Si ces dernières ont vu le jour, c'est grâce au soutien de l'IDA qui a apporté son assistance technique et octroyé des prêts appuyant les politiques de développement.

Éducation : Le projet de développement du secteur de l'éducation, aujourd'hui achevé, a amélioré la qualité de l'enseignement dans sept provinces par la création d'un programme d'études multilingues et de nouveaux manuels scolaires et guides de l'enseignant destinés aux écoles primaires et secondaires. Ce projet a permis la construction de 277 écoles primaires et 31 écoles secondaires. Plus de **3 millions de manuels scolaires** et 200 000 guides de l'enseignant ont été imprimés et distribués.

Développement rural : Le projet de développement agricole aide à réduire la pauvreté rurale en encourageant la participation des communautés dans la production agricole. Ce projet finance la remise en état des petits réseaux d'irrigation et l'amélioration des systèmes d'assainissement et d'approvisionnement en eau. Le Projet pour la conservation et le développement des hautes terres des districts, qui vient de s'achever, a amélioré les moyens de subsistance des communautés tout en conservant la biodiversité dans une zone protégée adjacente.

Ressources naturelles et environnement : Le Projet sur l'exploitation viable des forêts pour le développement rural impose l'emploi

de pratiques de gestion durable sur un mode participatif dans l'exploitation des forêts naturelles du pays. Il établit **un partenariat entre le gouvernement et les communautés** pour encourager une bonne intendance des forêts et de leurs précieuses ressources. Cette politique permet aux communautés locales de toucher une part équitable des revenus tirés de la vente des produits forestiers.

La participation des collectivités assurera la protection des régions présentant une valeur sociale et culturelle, notamment les forêts sacrées et autre patrimoine culturel. La participation des collectivités dans l'aménagement du territoire et dans la gestion des forêts aidera aussi à clarifier le mode de possession des terres et les droits d'utilisation des ressources. Grâce au Projet sur le renouveau social et environnemental du Laos, l'IDA offre les capitaux nécessaires à la création du Fonds pour la protection de l'environnement et l'application de la Politique nationale de viabilité environnementale et sociale du secteur hydroélectrique, qui devraient améliorer la gestion intégrée de bassins fluviaux sélectionnés et introduire un mécanisme de financement viable qui acheminera les ressources pour une gestion communautaire de la biodiversité.

Infrastructure : Lorsque le troisième Projet d'amélioration du réseau routier a débuté en 1997, la route nationale 13 (l'artère principale du réseau de transport routier du pays) avait sérieusement besoin de réfection, avec un revêtement de gravier qui limitait la vitesse à 35 km/h. Le projet a **renouvelé un tronçon de 200 km**, ce qui a permis une économie d'environ 39 millions de dollars des coûts liés à l'utilisation de véhicules. Les véhicules peuvent désormais rouler à 80 km/h, et l'accès au marché est passé de 5 à 3 heures. Le projet a également mis en place le cadre nécessaire à l'entretien ultérieur des routes, dépassant même de 60 % ses propres objectifs en assurant l'entretien périodique de 23 000 km de routes.

Le Projet d'infrastructure provinciale permet de réduire la pauvreté et **d'améliorer le niveau**

de vie dans les provinces d'Oudomxay et de Phongsaly grâce à la remise en état et la modernisation des infrastructures essentielles (notamment les routes et l'approvisionnement en eau) pour environ 52 000 personnes dans 125 villages. De nouvelles routes permettront l'accès à un grand nombre de communautés rurales isolées toute l'année. Le projet permet aussi à environ 42 000 personnes vivant dans 165 communautés rurales (peuplées essentiellement de groupes ethniques) de bénéficier de services d'eau et d'assainissement à un prix abordable.

Le Projet d'électrification rurale des provinces du Sud a permis de tripler en 10 ans l'accès à l'électricité de la population rurale (de 15 à 46 %), desservant 51 805 foyers dans 721 villages par une extension du réseau et 6 097 foyers supplémentaires (dans des régions isolées) par des systèmes hors réseaux. Les pertes en ligne ont chuté de 19 % en 1998 à 16 % en 2003, alors même que la consommation totale d'électricité était en hausse. La série de crédits octroyés par l'IDA depuis 1993 a permis d'équiper 98 800 foyers en électricité, soit près de 21 % des foyers ayant accès à l'électricité.

Protection sociale : Le Fonds pour la réduction de la pauvreté encourage les gouvernements locaux et les communautés locales à collaborer afin d'identifier leurs besoins les plus pressants en matière de développement, d'établir des plans et de gérer les investissements publics qui répondront à ces besoins. Le Fonds rend les communautés locales plus autonomes et renforce les institutions locales en encourageant les processus de prise de décisions et de résolution des conflits sur une base participative au niveau du village et du district, assurant aussi l'inclusion des femmes et des pauvres dans la prise de décisions.

En l'espace de trois ans, plus de 1 200 sous-projets ont été sélectionnés, établis et mis en œuvre par les communautés pauvres dans presque 2 000 villages. Jusqu'ici, le Fonds pour la réduction de la pauvreté a permis à plus

de 900 villages d'avoir accès à l'eau potable. Plus de 240 écoles ont été construites dans des villages isolés, presque 2 000 km de routes ont été modernisées et plus de 40 ponts reliant différents villages sont maintenant en place.

Santé : Le Projet d'amélioration des services de santé a pour objectif d'aider le Laos à rehausser l'état de santé de sa population, en particulier les pauvres et la population rurale, en améliorant la performance et le financement des services sanitaires.

Le Projet actuel de préparation et de contrôle de la grippe aviaire et humaine aide le gouvernement du Laos à établir son propre plan national. Ce plan vise à réduire autant que possible les menaces que représente, pour l'homme et le secteur de la volaille, l'infection par le virus AHI et autres zoonoses au Laos, et à préparer le contrôle et la riposte aux pandémies de grippe et autres maladies infectieuses émergentes.

Des campagnes destinées à mieux sensibiliser l'opinion publique ont eu lieu et des travaux sont en cours pour préparer un décret et des directives en matière de compensation, afin d'encourager les éleveurs à signaler au plus tôt les foyers de maladie et à se conformer aux ordres d'abattage.

Dans le cadre du Projet de réforme du système sanitaire et de lutte antipaludique, les établissements de santé qui relèvent des provinces, des districts ou des collectivités ont été rénovés ou construits, 10 postes de lutte contre le paludisme ont été bâtis, des activités de sensibilisation ont été menées, et au moins 4 300 personnes ont été formées. Le projet a contribué à augmenter l'accès de personnes vulnérables à des soins de santé de base et a réduit l'incidence des cas de paludisme.

Délivrance de titres fonciers : Le développement d'un marché foncier efficace est un élément important de la politique gouvernementale pour le passage à une économie de marché. Le « Land Titling Project » (Projet d'immatriculation foncière) procède

à la délivrance de titres de propriété pour les parcelles détenues par des propriétaires fonciers. Ces titres servent de garanties bancaires pour l'obtention de prêts qui permettront l'expansion ou la création de nouvelles entreprises, voire même la réalisation d'un grand projet d'investissement, comme la construction d'immeubles d'habitation. L'Union des Femmes Lao a joué un rôle essentiel pour **informer les femmes des avantages et des risques liés à la délivrance de titres fonciers**. En conséquence, comparativement aux provinces qui n'ont pas été prises en compte dans le projet, le nombre de parcelles immatriculées conjointement et au nom d'une femme était supérieur au nombre enregistré uniquement au nom d'un homme.

LES DÉFIS QUI RESTENT À RELEVER

Les 10 prochaines années seront une période critique pour le Laos qui devra poursuivre sa politique de réformes et attirer des investissements supplémentaires.

Poursuite systématique du programme de réformes.

Le pays doit non seulement remédier au niveau insuffisant du développement humain, mais aussi éliminer des obstacles sérieux s'il veut assurer une croissance continue, rapide et harmonieuse. Ces obstacles comprennent la faiblesse des capacités d'intervention des gouvernements central et provinciaux, un secteur privé encore balbutiant et des infrastructures matérielles insuffisantes. Un climat plus favorable aux affaires, une société civile plus dynamique et des médias plus présents s'avèrent également nécessaires.

La croissance récemment enregistrée est due en grande partie à l'accroissement des investissements étrangers dans les secteurs hydroélectrique et minier. À l'avenir, la croissance dépendra de la poursuite des investissements dans ces domaines (sans

effets dévastateurs sur le plan social et environnemental) mais devra aussi s'articuler sur la promotion d'une diversification économique.

L'ordre du jour pour la réduction de la pauvreté et des inégalités sociales est impressionnant. La volonté du pays à s'attaquer à ce problème difficile alors qu'il s'ouvre sur une économie de marché fait partie intégrante de l'engagement politique. Bien qu'il se soit amélioré, le climat de l'investissement pour le secteur privé est encore insatisfaisant. Le gouvernement s'attache aussi à relever les défis posés par la fourniture d'infrastructures et de services sociaux face aux limites de capacités institutionnelles et humaines qui existent dans le pays tout entier.

Attirer un volume supérieur de capitaux à long terme.

Le gouvernement a un besoin vital de soutien technique et financier externe de haut niveau s'il veut pouvoir appliquer son programme de réformes et réaliser ses objectifs de développement à long terme. La République démocratique populaire lao sollicite activement l'aide internationale et cherche des moyens d'accroître son impact par le biais de la Déclaration de Vientiane sur l'efficacité de l'aide.

Faire le lien entre les ressources et les résultats

La Déclaration de Vientiane sur l'efficacité de l'aide (la version locale de la Déclaration de Paris) a été signée en novembre 2006 par le gouvernement et 22 partenaires du développement — dont quelques donateurs régionaux non traditionnels.

Ce document cadre sert de guide à la coopération entre le gouvernement et les bailleurs de fonds en vue d'augmenter l'impact de l'aide publique au développement et de mieux mesurer les résultats.

Les récents succès des opérations menées par l'IDA dans le pays ont montré à quel point il était avantageux d'avoir une relation étroite avec la communauté internationale, tout en bénéficiant de l'assistance d'un organisme multilatéral comme la Banque mondiale ; et la conjoncture devient de plus en plus favorable à ces efforts.

Le Plan national de développement socio-économique (2006-2010) contient un programme ambitieux de réformes visant à soutenir et accélérer la croissance économique et la réduction de la pauvreté.

Le financement du programme nécessitera environ 357 millions de dollars par an d'Aide publique au développement (ODA) et environ 600 millions par an d'Investissement étranger direct (FDI), étant estimé que l'épargne nationale ne pourrait couvrir que 30 % des besoins. Actuellement, l'ODA est estimée aux alentours de 200-250 millions par an et le FDI à environ 500 millions par an (la plus grande partie profitant aux secteurs minier et hydroélectrique). Bien que la faisabilité d'un financement externe à un tel niveau doive faire l'objet d'une étude, il est évident que le Laos a besoin d'un afflux massif et durable de capitaux étrangers à long terme.

Étant donné l'importance des apports de l'ODA pour le Laos et sa capacité limitée à traiter efficacement avec de multiples donateurs, des mécanismes d'acheminement multilatéral comme l'IDA se révèlent particulièrement utiles pour la fourniture de l'aide. Des niveaux suffisants de soutien financier (de préférence sous forme de dons, comme c'était le cas avec les apports récents de l'IDA) faciliteraient le dialogue et l'engagement des donateurs et assureraient la continuité du soutien qui comprend des prêts à l'investissement, une assistance technique et analytique et un accès sur le plan régional et mondial.

Parmi les nombreux besoins financiers du pays, les ressources de l'IDA devraient être particulièrement productives pour :

- maintenir le rythme des réformes structurelles et renforcer les capacités.

- améliorer le cadre politique favorable à l'investissement privé pour les projets touchant aux ressources naturelles.
- renforcer le système de gestion des finances publiques qui constitue la pierre angulaire d'une amélioration de la gouvernance, en particulier dans le contexte de la décentralisation.
- renforcer la gestion de l'environnement et améliorer les politiques sociales.
- rehausser la capacité du gouvernement à fournir des services sociaux essentiels.
- soutenir des programmes d'intégration économique pour établir des liens entre le Laos et les pays riverains du Bassin du Mékong.
- faciliter l'investissement du secteur privé dans l'agriculture et l'industrie.

Les enseignements à tirer du passé pour améliorer les résultats des projets.

Ces cinq dernières années, le Groupe d'évaluation indépendant de la Banque mondiale (IEG) a procédé aux évaluations des projets et des programmes réalisés par l'IDA et qui couvrent les principaux domaines de développement. Il s'agit des projets pour le développement de l'agriculture dans les hautes terres, l'exploitation forestière, la délivrance de titres fonciers, l'entretien des routes et des chemins, l'électrification rurale, la santé, la gestion financière et les prêts à l'ajustement structurel. De manière générale, les évaluateurs ont indiqué que les projets avec des résultats tangibles et une forte composante de renforcement des capacités ont été satisfaisants ou moyennement satisfaisants en ce qui concerne la réalisation de leurs objectifs de développement et ont fortement contribué à renforcer les capacités de gestion de projets et de programmes nationaux.

Les projets plus récents ont été plus réussis que les précédents, reflétant ainsi les progrès réalisés par l'IDA en matière de préparation, coordination des donateurs et engagement du pays. Mais les résultats d'opérations complexes, comme la gestion financière et les initiatives

en faveur de l'ajustement structurel, se sont révélés insatisfaisants. Les programmes de l'IDA doivent reposer sur un travail analytique solide afin d'exploiter la synergie entre les réformes politiques et l'investissement durant cette période de transformation systémique du Laos. Il faut consacrer plus d'efforts au renforcement des capacités nationales pour pouvoir concevoir, entreprendre et surveiller les effets de ces travaux d'analyse, puisque la prise en charge du programme de réformes est le facteur clé du succès – ainsi que la cause profonde des échecs occasionnels.

En 2003, une enquête auprès de clients a fait apparaître que c'est dans les domaines du financement, de la coordination des donateurs et du développement des capacités que la

contribution de l'IDA a été la plus importante au Laos. Elle a mis en valeur l'implication de l'IDA dans le développement des infrastructures, le système financier, l'environnement, les réformes de la réglementation et le développement du secteur de l'énergie comme priorités.

L'élaboration de modèles de travail avec des organismes décentralisés, une aide axée sur l'obtention de résultats concrets plutôt que sur des tests de performance trop étroits et un meilleur usage des partenariats avec d'autres donateurs, voilà quelques domaines où les revues internes et externes préconisent un examen plus approfondi par l'IDA dans la République démocratique populaire lao.

Avril 2007.

<http://www.banquemonddiale.org/ida>